



5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T 0153940753
FR41@orange.fr / gc.roche@orange.fr
www.snca-nat.fr



COMMUNIQUE DE RENTREE

Une rentrée libérale loin de la Révolution sociale

Jean-Michel BLANQUER est aux commandes de la rentrée 2019 : il généralise les dédoublements des classes CP et CE1, il met en place le futur bac en instituant les matières à la carte, il annonce que la profession enseignante va être revalorisée en lui accordant 25 à 30 euros nets par mois !

Le ministre de l'Education Nationale n'a jamais été dans une école publique lorsqu'il était jeune (tout comme son maître MACRON) ; ce qui ne l'a pas empêché d'avoir été le numéro 2 de l'institution à la tête de la DGESCO à l'époque où Luc CHATEL supprimait 59000 postes (sur les 80000 annoncés par SARKOZY) et d'avoir précédemment envisagé de payer les décrocheurs pour mettre fin à leur absentéisme ! Ce libéral pur jus envisage le management de l'Ecole publique comme la clef qui résoudra tous les problèmes.

Il est bien servi par l'incurie des organisations syndicales qu'il prétend avoir reçues 90 fois l'année dernière (le SNCA e.i.L. Convergence et les Syndicats e.i.L. Convergence, malgré leurs demandes, n'ont jamais été invités ...). Cette incurie est particulièrement celle de la FSU à laquelle, il y a 30 ans, AUTREMENT, à l'origine d'e.i.L., demandait en vain de pendre en main la question de la revalorisation des traitements. Cette revalorisation, détournée par JOSPIN, allait de pair avec la formation disciplinaire et pédagogique des maîtres : sans cette revalorisation pécuniaire, il était évident que le métier de moins en moins attractif finirait en quenouille ; et Jean-Michel BLANQUER a beau jeu de dire que les problèmes de formation des enseignants de datent pas d'hier !

Il envisage de relancer les IPES (instituts de préparation à l'enseignant secondaire) qui, à l'époque, rémunéraient les élèves-professeurs comme les Ecoles normales le faisaient pour les futurs instituteurs ; il va aussi faire débiter la scolarité obligatoire à 3 ans. Les écoles maternelles privées, nombreuses, seront de fait sous la responsabilité financière des municipalités qui n'auront rien à voir avec leur fonctionnement : c'est une façon d'encourager l'« **alaïcité** » qui est au cœur du management libéral de l'Ecole.

Que cette rentrée s'effectue sous des augures néfastes est une chose. Mais elle ne doit pas empêcher les enseignants de se tenir prêts à combattre pour que l'Ecole de la République revive afin que la liberté d'apprendre des élèves soit reconnue, que l'égalité des droits à une éducation émancipatrice leur soit acquise, que la fraternité révolutionnaire leur soit permise.

Capitalimus delendus est.